

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 20/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ITM ALIMENTAIRE INTERNATIONAL

24 Rue Auguste Chabrières
75015 Paris

Références : -
Code AIOT : 0010012327

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2026 dans l'établissement ITM ALIMENTAIRE INTERNATIONAL implanté Parc d'Activités de la Voie Romaine Rue Ferdinand de Lesseps-ZAC l'Echangeur 18000 Bourges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ITM ALIMENTAIRE INTERNATIONAL
- Parc d'Activités de la Voie Romaine Rue Ferdinand de Lesseps-ZAC l'Echangeur 18000 Bourges
- Code AIOT : 0010012327
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société ITM LAI est autorisée par le préfet du Cher à exploiter une plateforme logistique par l'arrêté préfectoral n° 2005-DDCSPP-105 du 25 juin 2015, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2017-DDCSPP-025 du 15 février 2017, n° 2021-1066 du 21 septembre 2021 et n°2024-0853 du 28 mai 2024.

Le site est soumis au régime de l'autorisation pour la rubrique 1450 (solides inflammables) et au régime de l'enregistrement pour les rubriques 1510 (entrepôts couverts) et 2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 9
- Fluides frigo/SAO/GESF
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative (rubrique ICPE 1185)	Décret du 22/10/2018, article I	/	Demande d'action corrective	60 jours
6	Marque de contrôle – absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
8	Registre	Règlement européen du 07/02/2024, article 7	/	Demande d'action corrective	60 jours
9	détection automatique d'incendie - test de fonctionnement en cellule n°6	Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.5	/	Demande d'action corrective	60 jours
10	détection incendie à haute sensibilité dans les cellules n°8 et	Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.5	/	Demande d'action corrective	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	9				
11	détection thermique dans les auvents ouest et est	Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.6	/	Demande d'action corrective	60 jours
12	alarme liée à la détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12-Annexe II	/	Demande d'action corrective	60 jours
13	vérification du système de détection incendie	Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.3.2.2.2 et 7.7.4	/	Demande d'action corrective	60 jours
14	vérification des RIA	Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.6 et 7.7.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
15	vérification du système d'extinction automatique à eau	Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.6 et 7.7.4	/	Demande d'action corrective	60 jours
16	Stockage sous auvent	Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 1.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etiquetage des équipements de fluides frigorigènes fluorés	Règlement européen du 07/02/2024, article 12	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3	Sans objet
4	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	Sans objet
5	Interdiction d'utilisation des HCFC	Règlement européen du 07/02/2024, article 4	Sans objet
7	Contrôle périodique des équipements	Règlement européen du 07/02/2024, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative (rubrique ICPE 1185)

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018, article I
Thème(s) : Produits chimiques, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) ;</p> <p>1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension.</p> <p>Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :</p> <p>a) Supérieure à 800 l (A) ;</p> <p>b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D) ;</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :</p> <p>a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) ;</p> <p>b) Equipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D) ;</p> <p>3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire :</p> <p>1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D) ;</p>

<p>b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D) ;</p> <p>2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D) ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Document consulté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - liste des équipements frigorifiques ou climatiques utilisant des gaz fluorés, transmise par courriel du 23/02/26. <p>Seuls quatre équipements présentent une charge unitaire supérieure à 2 kg ; la quantité cumulée de fluide est égale à 49,7 kg, ce qui est inférieur à la quantité autorisée de 450 kg et au seuil du régime de la déclaration fixé à 300 kg pour la rubrique 1185-2-a.</p> <p>L'exploitant confirme que la liste est exhaustive, qu'il ne s'agit que d'équipements de climatisation et qu'il n'y a pas eu de réduction d'activité au titre de cette rubrique.</p> <p>L'installation est non classée au titre de la rubrique 1185.</p> <p>Constat : l'exploitant n'a pas notifié au préfet le niveau d'activité réellement exercé au titre de la rubrique 1185.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 2 : Etiquetage des équipements de fluides frigorigènes fluorés

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 12</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Identification des équipements concernés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Les produits et équipements suivants qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés ou dont le fonctionnement est tributaire de ces gaz, ne sont mis sur le marché puis fournis ou mis à la disposition de toute autre personne que s'ils sont étiquetés en tant que tels:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les équipements de réfrigération ; b) les équipements de climatisation ; c) les pompes à chaleur ; [...] <p>3. L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 comporte les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) une mention indiquant que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés ou que son fonctionnement est tributaire de ces gaz ; b) la nomenclature acceptée par l'industrie pour les gaz à effet de serre fluorés concernés ou, à défaut, leur nom chimique ; c) à compter du 1er janvier 2017, la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO₂, de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de

<p>serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz.</p> <p>[...]</p> <p>Lorsque des produits ou des équipements ont été modernisés et que les gaz à effet de serre fluorés ont été substitués, ces produits ou équipements sont réétiquetés avec les informations visées au présent paragraphe mises à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur le terrain, l'inspection examine, par sondage, les plaques apposées sur les quatre équipements de climatisation situés en toiture du bâtiment des bureaux et dénommés VRV BUREAU n°1 à 4. Ces équipements ont été installés en 2026.</p> <p>Les plaques mentionnent le type de fluide frigorigène (R410A) et la charge unitaire en kg. Néanmoins, l'inspection note que la charge unitaire de fluide pour l'équipement VRV BUREAU n°1 reportée dans la liste de l'exploitant (15,2 kg) est différente de celle affichée sur la plaque (11,5 kg). Cet écart est repris au point de contrôle n°8 (registre) du présent rapport.</p> <p>Pas d'écart constaté sur l'étiquetage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Interdiction de certains fluides frigorigènes en réfrigération</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement 2024/573 :</p> <p>Article 13 - Restrictions d'utilisation ;</p> <p>[...]</p> <p>3.</p> <p>L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO2 ou plus est interdite. À partir du 1er janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite.</p> <p>Les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à - 50 °C.</p> <p>Jusqu'au 1er janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes :</p> <p>a) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7;</p> <p>b) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type</p>

d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.

Constats :

Documents consultés par sondage (transmis par courriel du 26/03/26) :

- fiche d'intervention n°270325-1 - VRV BUREAU N°1 :MITSUBISHI FDC400KXZE1 A77701372 LF PCB003F024D - 15,2 kg - R 410A - contrôle d'étanchéité périodique du 27/03/25 ;

- fiche d'intervention n°270325-1 - VRV BUREAU N°1 :MITSUBISHI FDC400KXZE1 A77701372 LF PCB003F024D - 15,2 kg - R 410A - contrôle d'étanchéité périodique du 10/10/25.

Le PRP du fluide R410A est 2087,5 (<2500) et sa charge dans l'équipement est de 31,74 t eq CO2 (<40 t eq CO2).

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Attestations des opérateurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78

Thème(s) : Produits chimiques, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes

Prescription contrôlée :

Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français.

L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne.

Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.

Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne.

Constats :

Documents consultés par sondage (transmis par courriel du 26/03/26) :

<p>- fiche d'intervention n°270325-1 - VRV BUREAU N°1 :MITSUBISHI FDC400KXZE1 A77701372 LF PCB003F024D - 15,2 kg - R 410A - contrôle d'étanchéité périodique du 27/03/25 ;</p> <p>- fiche d'intervention n°270325-1 - VRV BUREAU N°1 :MITSUBISHI FDC400KXZE1 A77701372 LF PCB003F024D - 15,2 kg - R 410A - contrôle d'étanchéité périodique du 10/10/25 ;</p> <p>- attestation de capacité n° 5057440 de l'opérateur LRP FRANCE (38) valable du 25/08/2022 jusqu'au 24/08/2027 ;</p> <p>- attestation d'aptitude de catégorie I établie par KOLEGRAM le 18/03/21 au bénéfice du technicien de LRP FRANCE.</p> <p>La base de données SYDEREP confirme la validité de l'attestation de capacité.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Interdiction d'utilisation des HCFC

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4
Thème(s) : Produits chimiques, Interdiction de certains fluides frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (UE) 2024/590 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.</p> <p>Article 4 : Interdictions relatives aux substances appauvrissant la couche d'ozone :</p> <p>1. La production, la mise sur le marché, toute fourniture ultérieure à un tiers ou mise à disposition d'un tiers au sein de l'Union, à titre onéreux ou gratuit, et l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I sont interdites.</p>
<p>Constats :</p> <p>Document consulté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - liste des équipements frigorifiques ou climatiques utilisant des gaz fluorés, transmise par courriel du 23/02/26. <p>La liste comporte 21 équipements dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 19 contiennent le fluide R410A qui est un HFC ; - 2 contiennent le fluide R32 qui est un HFC. <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Marque de contrôle – absence de fuite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Produits chimiques, Marque de contrôle à apposer
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p>

<p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur le terrain, l'inspection examine, par sondage, les quatre équipements de climatisation situés en toiture du bâtiment des bureaux et dénommés VRV BUREAU n°1 à 4.</p> <p>Chaque équipement comporte une vignette bleue mentionnant octobre 2025 qui est la date du dernier contrôle d'étanchéité et non la date limite de validité.</p> <p>Constat : l'opérateur assurant les contrôles d'étanchéité sur les équipements de climatisation VRV BUREAU n°1 à 4 ne mentionne pas la date limite de validité du contrôle sur les vignettes bleues.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 7 : Contrôle périodique des équipements

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fréquence des contrôles périodiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (UE) 2024/573 : Article 5 :</p> <p>1. Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II, qui ne sont pas contenus dans des mousses, veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité.</p> <p>Les équipements hermétiquement scellés ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité à condition qu'ils soient étiquetés comme équipements hermétiquement scellés et qu'ils remplissent l'une des conditions suivantes :</p> <p>a) ils contiennent moins de 10 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I; ou</p> <p>b) ils contiennent moins de 2 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II.</p> <p>[...]</p> <p>Les appareils de commutation électrique ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité s'ils remplissent l'une des conditions suivantes :</p>

- a) ils ont un taux de fuite testé indiqué dans les spécifications techniques du fabricant inférieur à 0,1 % par an et sont étiquetés en conséquence ;
- b) ils sont munis d'un dispositif de contrôle de la pression ou de la densité avec système d'alerte automatique lorsqu'ils sont en service ;
- c) ils contiennent moins de 6 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I.

2. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements fixes ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II:

- a) équipements de réfrigération ;
- b) équipements de climatisation ;
- c) pompes à chaleur ;
- d) équipements de protection contre l'incendie ;
- e) cycles organiques de Rankine ;
- f) appareils de commutation électrique.

3. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements mobiles ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II:

- a) unités de réfrigération des camions frigorifiques et remorques frigorifiques ;

[...]

6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante :

- a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt- quatre mois;
- b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO₂ ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois;
- c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.

Constats :

Documents consultés par sondage (transmis par courriel du 26/03/26) :

- fiche d'intervention n°270325-1 - VRV BUREAU N°1 :MITSUBISHI FDC400KXZE1 A77701372 LF PCB003F024D - 15,2 kg - R 410A - contrôle d'étanchéité périodique du 27/03/25 ;
- fiche d'intervention n°270325-1 - VRV BUREAU N°1 :MITSUBISHI FDC400KXZE1 A77701372 LF PCB003F024D - 15,2 kg - R 410A - contrôle d'étanchéité périodique du 10/10/25.

Aucune fuite n'a été détectée lors des contrôles.

La fréquence de 12 mois est respectée.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Registre

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 7
Thème(s) : Produits chimiques, Traçabilité des interventions
Prescription contrôlée : Règlement (UE) 2024/573 : Article 7 - Tenue de registres : 1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et conservent, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes : a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation ; b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts ; c) la quantité de gaz récupérée ; d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ; e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations ; f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites ; g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz. 2. À moins que les registres visés au paragraphe 1 ne soient conservés dans une base de données établie par les autorités compétentes des États membres, les règles ci-après s'appliquent : a) les exploitants visés au paragraphe 1 conservent les registres visés audit paragraphe pendant au moins cinq ans ; b) les entreprises exécutant les activités visées au paragraphe 1, point e), pour le compte des exploitants conservent des copies des registres visés au paragraphe 1 pendant au moins cinq ans. Les registres visés au paragraphe 1 sont mis à la disposition de l'autorité compétente de l'État membre concerné ou de la Commission, sur demande. [...]
Constats : Document consulté : - liste des équipements frigorifiques ou climatiques utilisant des gaz fluorés, transmise par courriel du 23/02/26. Ce registre ne mentionne que le type de gaz contenu dans les équipements, leur charge en gaz (erreur pour VRV BUREAU n°1 comme évoqué précédemment) et la date du dernier contrôle d'étanchéité. Constat : le registre des équipements contenant des gaz fluorés est incomplet et comporte une erreur sur la charge de l'équipement VRV BUREAU n°1.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : détection automatique d'incendie - test de fonctionnement en cellule n°6

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.5
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système de détection automatique d'incendie avec transmission de l'alarme vers un ou des locaux où du personnel est présent en permanence est mis en place dans les cellules de stockage, les auvents de stockage Est et Ouest, l'auvent de stockage déchets et les locaux techniques. Pour la cellule n° 6, ce dispositif de détection est distinct du système d'extinction automatique, sauf dans le cas d'un système d'extinction automatique spécifique à un stockage en rack. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Documents consultés (transmis par courriel du 26/03/26) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plan du zoning incendie mis à jour le 19/06/17 par les sociétés IDEC et ENGIE ; - rapport texte client d'installation à canal logique - structure détection, établi par la société SIEMENS le 19/04/24 ; - synoptique incendie mis à jour le 19/06/17 par les sociétés IDEC et ENGIE. <p>Le plan matérialise les zones de détection incendie dans l'ensemble de l'entrepôt. Le rapport liste les détecteurs dans chaque zone de détection. Les alarmes sont reportées au poste de garde. L'inspection note que les documents ne mentionnent pas les zones et systèmes de détection mis en place en 2025 à l'auvent ouest et à l'auvent de stockage des déchets. L'exploitant déclare qu'une mise à jour des documents est planifiée. Sur le terrain, par sondage, l'inspection constate que, dans la cellule n°6a (aérosols), est installé un système d'extinction automatique spécifique au stockage en rack. L'exploitant confirme que le stockage est effectué de même dans les cellules 6a, 6b et 6c et que c'est le système d'extinction automatique qui fait office de détection incendie.</p> <p>La cellule n°6 (hors compartiments 6a, 6b et 6c) est équipée de détecteurs optiques de fumée sous plafond. L'inspection demande à ce qu'un test de fonctionnement de la détection incendie soit effectué. Le prestataire INEO utilise une perche contenant un gaz pour simuler le déclenchement du détecteur optique ZDA 21/04 de la porte coupe-feu PCF 614 dans la cellule n°6. Au poste de garde, l'inspection constate le report d'alarme qui mentionne la zone de détection.</p> <p>Constat : les documents présentant les zones de détection et la liste des systèmes de détection incendie sont incomplets quant aux auvents ouest et déchets.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : détection incendie à haute sensibilité dans les cellules n°8 et 9

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.5
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : [...] Pour les cellules n° 8 et 9, le système de détection incendie est à haute sensibilité. Le temps total entre le déclenchement de l'alarme et la première intervention est inférieur à 20 minutes. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de l'entrepôt, l'exploitant organise un test du dispositif prévu au présent alinéa. Ce test fait l'objet d'un compte rendu et est renouvelé tous les ans.
Constats : Lors de la visite, le prestataire INEO explique que le système de détection incendie à haute sensibilité est assuré, dans les cellules frigorifiques n° 8 et 9, par une détection par aspiration. Sur le terrain, l'inspection constate, par sondage, la présence d'une gaine d'aspiration sous plafond dans la partie sud des cellules n°8 et 9. L'exploitant déclare ne pas réaliser de test annuel visant à vérifier le temps d'une première intervention en cas de déclenchement de l'alarme incendie dans les cellules n°8 et 9. Constat : l'exploitant ne réalise pas de test annuel du dispositif de détection incendie à haute sensibilité installé dans les cellules n°8 et 9 visant à vérifier que le temps d'une première intervention est inférieur à 20 minutes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : détection thermique dans les auvents ouest et est

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.6
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant dispose ainsi : [...] - d'un système de détection thermique d'incendie par caméra infrarouge installée sous les auvents Est et Ouest. [...]
Constats : L'exploitant déclare que les auvents ouest et de stockage de déchets sont équipés depuis 2025 d'une détection thermique mais pas l'auvent est (qui n'a pas subi de modification notable depuis sa mise en service selon l'exploitant) qui n'est doté que de détecteurs de flamme, ce que confirme le prestataire INEO. Sur le terrain, l'inspection constate, à l'auvent ouest, la présence de 4 caméras aux 4 coins de l'auvent. L'inspection demande à ce qu'un test de fonctionnement de la détection thermique soit effectué. Le prestataire INEO procède à l'inflammation d'un bac à alcool au centre de l'auvent. Au bout d'une dizaine de secondes, le poste de garde confirme, par téléphone, que la détection s'est déclenchée. Au poste de garde, l'inspection constate le report d'alarme de la détection ZDA 58 / ZC 12 par les caméras n°1, 3 et 4 ; la caméra n°2 n'a rien détecté (voir point de contrôle n°16). Constat : aucune détection thermique par caméra infrarouge n'est installée à l'auvent est.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : alarme liée à la détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12-Annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

[...]

Constats :

Dans le POI (version 10 du 06/05/25), il est indiqué qu'une temporisation de 5 minutes est programmée pour le déclenchement de l'alarme en cas de détection incendie. Lors de la visite, l'exploitant confirme que cette temporisation est destinée à la levée de doute. Il argue du fait qu'un agent de sécurité formé au risque incendie est présent en permanence au poste de garde où sont reportés tous les déclenchements du système de sécurité incendie (SSI); l'agent peut déclencher l'alarme dans un délai inférieur à 5 minutes en cas d'incendie avéré.

Toutefois, le guide d'application de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (question V.11.2 validée le 02/07/21) indique :

« Afin de garantir la sécurité des personnes présentes à l'intérieur, l'alerte doit être donnée au plus tôt lors du déclenchement d'un incendie. Ainsi, le point 12 de l'annexe II indique que la détection automatique d'un incendie doit entraîner l'actionnement immédiat d'une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'alerter les personnes présentes sur le site de façon précoce. En conséquence, une détection qui impliquerait qu'une levée de doute soit effectuée avant un déclenchement manuel de l'alerte ne permet pas une alerte précoce et ne répond pas aux objectifs du point 12 de l'annexe 2.

Néanmoins, il peut être considéré qu'une détection qui déclencherait de manière automatique, dans un premier temps, une alerte immédiate dans la cellule concernée, puis seulement dans un second temps, après l'écoulement d'un délai de temporisation, permettant, le cas échéant, une action de levée de doute, une alarme dans toutes les autres cellules et parties du bâtiment peut répondre à l'objectif d'alerte précoce des personnes présentes. »

Sur le terrain, lors des deux tests de déclenchement de la détection incendie menés à la cellule 6 et à l'auvent ouest, l'inspection constate que l'alarme sonore se déclenche au bout de 5 minutes. Par sondage, l'inspection constate que l'alarme est audible aux points suivants de l'entrepôt : auvent ouest, cellules 6, 7, 8, 9, 10, 11 et rez-de-chaussée du bâtiment de bureaux.

Constat : la détection automatique d'un incendie n'entraîne pas l'actionnement immédiat d'une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'alerter les personnes présentes sur le site de façon précoce.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 13 : vérification du système de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.3.2.2.2 et 7.7.4

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Prescription contrôlée :

7.3.2.2.2 Résistance au feu

[...]

- les portes communicantes entre les murs coupe-feu sont munies d'un dispositif asservi à la détection automatique d'incendie assurant leur fermeture automatique. [...] La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles.

ARTICLE 7.7.4. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Documents consultés :

- rapport de maintenance préventive du système de sécurité incendie établi le 24/10/25 par la société INEO CENTRE SERVICES, accompagné du compte rendu de vérification périodique Q7, transmis par courriel du 26/03/26 ;
- rapport de maintenance préventive du système de sécurité incendie établi le 03/04/26 par la société INEO CENTRE SERVICES, transmis par courriel du 08/04/26 ;
- rapports d'intervention interne des 04/11/25 et 05/11/25 relatifs à la remise en état de 10 portes coupe-feu, transmis par courriel du 03/04/26.

L'inspection note que le dernier rapport d'intervention d'INEO du 03/04/26, visant à lever les limites de vérification du rapport du 24/10/25, relève notamment un dysfonctionnement de la porte coupe-feu PCF n°1104 (porte bloquée derrière son crochet de maintien).

Lors du test du fonctionnement de la détection incendie réalisé à la cellule n°6, l'inspection constate, par sondage, que les deux portes coupe-feu PCF n°612 et 614 se ferment automatiquement.

Constat : la fermeture automatique de la porte coupe-feu PCF n°1104 n'est pas opérationnelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 14 : vérification des RIA

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.6 et 7.7.4

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : 7.7.6 Ressources en eau et mousse [...] - de robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel ; [...] ARTICLE 7.7.4. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Sur le terrain, l'inspection constate : <ul style="list-style-type: none"> à la cellule n°6 : l'étiquette du RIA n°510 mentionne une vérification en juin 2024 mais pas en 2025. L'exploitant présente, en fin de visite, un extrait du dernier rapport de vérification des RIA de la société CONCEPTION SYSTEME EXTINCTION INCENDIE (en juin 2025 selon le RIA n°511 situé aussi dans la cellule n°6) qui confirme la vérification sans observation du RIA n°510. à l'auvent ouest : le RIA situé à droite de la porte de communication avec la cellule n°11 ne comporte aucune étiquette (ni numéro d'identification ni date de mise en service ou de vérification). L'exploitant déclare que le prestataire va prochainement régulariser cette situation. Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier pour l'auvent ouest : <ul style="list-style-type: none"> - la vérification du RIA situé près de la porte d'accès à la cellule n°11; - que des RIA sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées; - que les RIA sont utilisables en période de gel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 15 : vérification du système d'extinction automatique à eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.6 et 7.7.4

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Prescription contrôlée :

7.7.6 Ressources en eau et mousse

[...]

- d'un système d'extinction automatique d'incendie installé au niveau de l'ensemble des cellules de stockage (à l'exception des cellules 8 et 9), des auvents de stockage Est et Ouest, et du auvent de la zone de stockage déchets, adapté à la nature des produits stockés de type ESFR et conforme à un référentiel reconnu. [...]

ARTICLE 7.7.4. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Documents consultés (transmis par courriel du 26/03/26) :

- rapport de visite triennale phase 2/3 du 18/03/26 par la société CONCEPTION SYSTEME EXTINCTION INCENIDE;
- rapport de vérification périodique d'un système d'extinction automatique de type sprinkleur - vérification suivant le référentiel NFPA 25 établi par la société BUREAU VERITAS le 06/03/26 suite à l'intervention du 25 au 26/02/26.

Le deuxième rapport relève 24 observations et conclut à un avis non satisfaisant du fait de défectuosité ou d'anomalies sur l'aspect documentaire et l'installation d'extinction. L'exploitant déclare que des actions sont engagées pour résorber les défauts.

En outre, le rapport fait mention de l'ajout de têtes de sprinklage supplémentaires notamment pour la protection de l'auvent voisin de la cellule 11. Suite à la visite, par courriel du 13/04/26, l'exploitant a transmis le plan du 18/10/24 de l'installation sprinkleur à l'auvent palettes.

Constat : le système d'extinction automatique à eau de type sprinklage présente des anomalies.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 16 : Stockage sous auvent

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 1.2.3					
Thème(s) : Risques accidentels, Modalité de stockage					
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 09/09/2024 					
Prescription contrôlée :					
Zones	Mode de stockage	Surface	Hauteur de stockage	V o l u m e maximal stocké	Quantité de matières combustibles stockée
Stockage sous auvent Ouest	Masse	6 îlots de 180 m ²	4	4320	120
<p>Constats :</p> <p>Constat de la visite d'inspection du 24/06/24 : les modalités de stockages des palettes au niveau du auvent Ouest ne sont pas conformes au porter à connaissance déposé par l'exploitant et ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 mai 2024.</p> <p>Par réponse du 06/09/2024, l'exploitant transmet un courriel interne du service local aux services centraux de ITM qui indique qu' une mise à jour du PAC sera réalisée. L'inspection ne l'a pas reçue au jour de la présente visite d'inspection.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection constate, à l'auvent ouest, que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plusieurs tas de palettes en bois et en plastique sont stockés, en deux îlots (non matérialisés par un marquage au sol) séparés par la voie de circulation, à l'extérieur du auvent (en façade ouest), certains tas dépassent une hauteur de 4 m ; - des palettes en bois et en plastique sont stockées sous l'auvent, certains tas sont positionnés en dehors des zones délimitées par un marquage au sol visant à respecter le positionnement des îlots ; 					

<p>- un tas de palettes en plastique stocké sous l'auvent présente une hauteur supérieure à 4 m, ce qui porte préjudice à la capacité de détection thermique de la caméra infrarouge n°2 (voir point de contrôle n°11).</p> <p>L'inspection rappelle que, dans le porter à connaissance déposé le 14/04/2023 et complété le 16/11/2023, il est précisé qu'il n'existera plus de stockage hors auvent, et que l'auvent accueillera 6 îlots de 180m².</p> <p>Le constat de la visite d'inspection du 24/06/24 n'est pas satisfait.</p> <p>Constat : les stockages de palettes en bois et en plastique ne respectent pas les conditions exigées à l'auvent ouest, en termes de hauteur maximale et d'emplacement des îlots; un stockage de palettes est réalisé en dehors de l'auvent ouest.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>